Mandats du Groupe de Travail sur la détention arbitraire; du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression; du Rapporteur spécial sur le droit de réunion et d'association pacifiques; du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme; de la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats; et du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

REFERENCE: UA
MAR 5/2014:

30 juillet 2014

Excellence,

Nous avons l'honneur de nous adresser à vous en nos qualités de Président-Rapporteur du Groupe de Travail sur la détention arbitraire; de Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression; de Rapporteur spécial sur le droit de réunion et d'association pacifiques; de Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme; de Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats; et de Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, conformément aux résolutions 24/7, 25/2, 24/5, 25/18, 26/7 et 25/13 du Conseil des droits de l'homme.

A cet égard, nous souhaiterions attirer l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur des allégations que nous avons reçues concernant l'arrestation et la détention de M. **Mahmoud El Haissan**, journaliste, qui seraient liées à l'exercice de son droit à la liberté d'opinion et d'expression, ainsi que des allégations relatives à des actes de torture et de mauvais traitement qu'il aurait subis en détention.

M. Mahmoud El Haissan (محمود الحيسن) est journaliste, envoyé spécial auprès de la chaîne de télévision locale sahraouie *RASD TV*. Il couvre régulièrement des manifestations organisées par l'opposition indépendantiste sahraouie à Lâayoune et a documenté des cas de répression de manifestations.

Selon les informations reçues:

Le 26 et le 30 juin 2014, M. Mahmoud El Haissan aurait couvert les manifestations et les célébrations qui ont eu lieu dans les rues de Lâayoune à la suite de la victoire de l'équipe algérienne durant la Coupe du monde. Il est allégué que les autorités marocaines auraient violenté des personnes exhibant des drapeaux algériens, des drapeaux sahraouis ou des maillots de l'équipe algérienne. Il est rapporté que des manifestations organisées par des personnes sahraouies en

soutien à l'équipe nationale de football de l'Algérie auraient également été réprimées par le passé.

Le 4 juillet 2014, à 3h30 du matin, il est allégué que M. El Haissan, à peine arrivé chez lui après une réunion avec d'autres journalistes et militants, aurait été violemment interpellé par une dizaine d'agents de la police judiciaire en civil et en uniforme. Il aurait été conduit de force à la préfecture de police de Lâayoune sans qu'aucun mandat d'arrêt ne lui soit présenté et sans être informé des éventuelles charges pesant contre lui. M. El Haissan aurait été insulté et frappé lors du trajet à la préfecture de police. Il aurait été interrogé par neuf personnes, agents de police et agents des services de renseignement secrets, qui l'auraient battu et humilié pendant une heure. Il aurait été blessé sur le côté gauche de son visage, à son œil gauche, sur le côté gauche de son cou, sur les bras et au niveau de ses côtes.

Il est également allégué qu'après plusieurs heures, des agents, dont un officier haut gradé, auraient exigé que M. El Haissan abandonne ses activités « dérangeantes ». M. El Haissan aurait exprimé son refus de revenir sur ses choix politiques et sur l'exercice de son métier de journaliste. Il aurait alors été violemment battu par des agents de police et l'un d'eux lui aurait alors présenté des documents faisant office d'aveux et ordonné de les signer. Sous la violence et la contrainte, M. El Haissan aurait finalement accepté de signer les aveux écrits dont il n'aurait pas pu prendre connaissance.

Le 5 juillet 2014 à midi, M. El Haissan aurait été déféré devant le juge d'instruction qui l'aurait immédiatement placé en détention provisoire sans l'interroger et sans l'informer des charges retenues contre lui. En dépit des allégations de torture portées à son attention par la victime et des protestations de son avocat, le juge aurait refusé de revenir sur sa décision. Suite à cette première audience, M. El Haissan aurait été conduit à la prison locale Al Akhal à Lâayoune, où il y serait encore détenu à ce jour.

Selon les sources, M. El Haissan se serait adressé à la division des plaintes de la prison pour dénoncer les actes de torture dont il aurait été victime. Aucune suite n'aurait cependant été donnée à sa plainte qui n'aurait pas été remise au Ministre de la justice, contrairement à ce qu'aurait demandé la victime.

Le 7 juillet 2014, M. El Haissan aurait finalement pu contacter et recevoir la visite de ses proches pour la première fois.

Le 21 juillet 2014 à 10h, M. El Haissan aurait été présenté à nouveau devant le juge d'instruction auprès de la Cour d'appel de Lâayoune. Le juge d'instruction l'aurait alors informé des charges retenues contre lui, à savoir « la participation à une émeute armée et entrave au trafic » et « usage de la violence contre des agents des forces de sécurité en service ». M. El Haissan aurait rejeté toutes les charges et aurait déclaré au juge avoir été contraint de signer des documents qu'il n'avait

pu lire au préalable. Le juge aurait alors immédiatement ordonné qu'il soit replacé en détention à la prison d'Al Akhal sans définir une date pour une prochaine audience.

De graves préoccupations sont exprimées quant à la détention de M. El Haissan en raison du fait que les garanties d'un procès équitable n'auraient pas été respectées lors des procédures judiciaires à son encontre et du fait que les condamnations dont il a fait l'objet seraient liées à l'exercice de son activité de journaliste et son droit à la liberté d'opinion et d'expression. De graves préoccupations sont exprimées quant aux allégations de violence et d'actes de tortures exercées à l'encontre de M. El Haissan et qu'aucune suite n'ait été donnée à la plainte déposée par la victime. De sérieuses préoccupations sont également exprimées quant au fait que la détention de M. El Haissan soit directement liée à son engagement en faveur des droits de l'homme. De graves préoccupations sont exprimées quant à l'utilisation d'aveux écrits, obtenus sous la torture, invoqués comme un élément de preuve dans une procédure judiciaire à l'encontre de M. El Haissan. Nous rappelons l'importance que des mesures soient prises en vue de garantir l'intégrité physique et psychologique de M. El Haissan en détention. Des préoccupations sont enfin exprimées quant aux dispersements violents de rassemblements pacifiques.

Sans vouloir à ce stade nous prononcer sur les faits qui nous ont été soumis ni sur le caractère arbitraire ou non de la détention, ces allégations semblent contrevenir au droit de M. El Haissan de ne pas être privé arbitrairement de sa liberté comme énoncé par l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et par l'article 9 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques, ratifié par le Maroc le 3 mai 1979.

Nous faisons appel au Gouvernement de votre Excellence afin que les droits de M. Mahmoud El Haissan soient respectés, notamment en ce qui concerne le droit à un procès équitable et d'un recours effectif et que ses droits en vertu de l'interdiction absolue de la torture et autres peines ou traitement cruels, inhumains ou dégradants soient respectés. Ces droits sont protégés par les articles 5 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que les articles 7 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ratifié par le Maroc le 3 mai 1979.

Les allégations ci-dessus semblent contrevenir au droit d'être informé des accusations, comme énoncé à l'article 14 (3) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques mais également aux règles relatives à l'utilisation des preuves obtenues par des méthodes illicites, établies dans les Principes directeurs des Nations Unies applicables au rôle des magistrats du parquet. Les allégations ci-dessus semblent également contrevenir aux articles 1 et 15 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ratifiée par le Maroc le 21 juin 1993, qui interdit l'utilisation, comme élément de preuve dans une procédure, de toute déclaration dont il est établi qu'elle a été obtenue par la torture. De plus, l'article 12 de la Convention contre la torture stipule que tout Etat partie veille à ce que les autorités compétentes procèdent immédiatement à une enquête impartiale chaque fois qu'il y a des

motifs raisonnables de croire qu'un acte de torture a été commis sur tout territoire sous sa juridiction.

Les allégations susmentionnées semblent également contrevenir aux droits à la liberté d'opinion et d'expression et au droit de réunion pacifique prévus aux articles 19 et 21 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

En outre, les allégations semblent contrevenir à la responsabilité principale et au devoir de l'État de protéger, promouvoir et rendre effectifs tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales, selon la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus du 8 mars 1999, et en particulier ses articles 1, 2 et 12.

Nous souhaitons par ailleurs attirer l'attention de votre Gouvernement sur le rapport du Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association qui souligne « que les États ont l'obligation positive de protéger activement les réunions pacifiques. » (A/HRC/20/27, paragraphe 33).

Vous trouverez les textes complets relatifs aux instruments juridiques et autres standards établis en matière de droits de l'homme sur notre site internet à l'adresse suivante www.ohchr.org. Nous sommes également en mesure de vous fournir ces textes sur demande.

Au vu de l'urgence du cas, nous saurions gré au Gouvernement de votre Excellence de nous fournir une réponse sur les démarches préliminaires entreprises afin de protéger les droits de M. Mahmoud El Haissan.

Comme il est de notre responsabilité, en vertu des mandats qui nous ont été confiés par le Conseil des droits de l'homme, de solliciter votre coopération pour tirer au clair les cas qui ont été portés à notre attention, nous serions reconnaissants au Gouvernement de votre Excellence de ses observations sur les points suivants:

1. Veuillez fournir toute information ou tout commentaire complémentaire en relation avec les allégations susmentionnées.

2. Veuillez fournir toute information sur les motifs juridiques de l'arrestation et la détention de M. Mahmoud El Haissan et sur leur compatibilité avec les normes internationales susmentionnées, notamment concernant les garanties judiciaires d'un procès équitable et l'accès à un avocat, ainsi que l'interdiction d'utiliser comme élément de preuve une confession obtenue sous la torture.

3. Veuillez fournir toute information sur les mesures prises concernant les allégations de torture et autres mauvais traitements dont aurait fait l'objet M. El Haissan durant son arrestation et sa détention, notamment concernant les résultats des enquêtes

menées pour identifier et juger les responsables. Veuillez également indiquer quelles mesures ont été prises pour garantir le respect du droit à l'intégrité physique et psychologique de M. El Haissan durant sa détention.

4. Veuillez fournir toute information sur les mesures prises concernant les allégations indiquées et préciser quelles mesures ont été prises pour garantir le droit à la liberté d'opinion et d'expression des journalistes au Maroc.

5. Veuillez fournir toute information sur les mesures mises en place pour garantir le plein exercice du droit de réunion pacifique dans le pays.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, nous prions le Gouvernement de votre Excellence de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection des droits et des libertés de M. Mahmoud El Haissan, de diligenter des enquêtes sur les violations qui auraient été perpétrées et de traduire les responsables en justice. Nous prions aussi votre Gouvernement d'adopter, le cas échéant, toutes les mesures nécessaires pour prévenir la répétition des faits mentionnés.

Nous nous engageons à ce que la réponse du Gouvernement de votre Excellence soit reflétée dans le rapport qui sera remis au Conseil des droits de l'homme pour examen.

Veillez agréer, Excellence, l'assurance de notre haute considération.

Mads Andenas
Président-Rapporteur du Groupe de Travail sur la détention arbitraire

Frank La Rue
Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression

Maina Kiai
Rapporteur spécial sur le droit de réunion et d'association pacifiques

Michel Forst
Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme

• Gabriela Knaul
Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats

Juan E. Méndez
Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants